

# Donald Trump, l'Union européenne et le climat

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 20 janvier 2017

Les preuves du basculement climatique, pour reprendre l'expression de Daniel Tanuro, se font chaque jour plus évidentes. 2016 a battu le record de l'année la plus chaude depuis le début des mesures de la température terrestre<sup>1</sup>. Dans le même temps, la planète enregistre un recul sans précédent de ses banquises. La couverture mondiale de glace de mer a accusé l'année dernière une perte de plus de trois millions de kilomètres carrés par rapport à la moyenne 1981-2010<sup>2</sup>. Autre indicateur notable, celui du « jour du dépassement global », qui mesure le différentiel sur une année entre les ressources consommées par l'humanité et celle produite par la Terre. Le résultat est clair : en moins de huit mois, l'humanité a consommé la totalité du budget écologique annuel de la Terre<sup>3</sup>. L'intérêt de cet indicateur est qu'il permet également de souligner les responsabilités différenciées entre pays du Nord et pays du Sud, et au sein de ceux-ci entre classes sociales aisées et classes sociales défavorisées.

Face à ces preuves évidentes, la communauté scientifique tire un peu plus fort sur la sonnette d'alarme mais il semble que les décideurs politiques, guidés par la logique courttermiste, assument ouvertement de rester sourd aux multiples mises en garde.

## **Donald Trump, chantre de l'extractivisme et du déni climatique**

Aux Etats-Unis, premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, l'investiture de Donald Trump menace ouvertement les timides avancées qu'avaient opérées l'administration Obama en matière de politique climatique<sup>4</sup>. Trump qui avait osé tweeter que le réchauffement climatique était un concept inventé par les chinois, reprend sans ciller les thèses climato-négationnistes, faisant fi de toutes preuves scientifiques.

Par ailleurs, il nomme le PDG d'ExxonMobil comme Secrétaire d'Etat<sup>5</sup>. Suivant la même logique, il promet de reprendre l'exploitation des gaz de schistes. Même s'il n'y avait pas grand-chose à attendre de la part d'Obama, l'arrivée du républicain relance la course aux combustibles fossiles et remet en cause l'équilibre géopolitique précaire issu de la COP 21.

En décembre 2015, les 195 pays membres de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont signé à Paris un texte qui prévoit de contenir « l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels »<sup>6</sup>. Si les objectifs affichés sont ambitieux, les moyens pour les mettre en œuvre laissent à désirer. Les objectifs ne sont pas contraignants, la référence aux « responsabilités communes mais différenciées », qui mettent l'accent sur la responsabilité première des pays industriels en matière de réchauffement climatique, est moins claire que dans le texte de la CCNUCC, les causes du réchauffement climatiques – l'exploitation des combustibles fossiles – ne sont pas abordées, mais surtout, la mise bout à bout des contributions nationales de gaz à effet de serre (Intended Nationally Determined Contributions, INDC en anglais) mène, selon les calculs de l'ONU, vers une augmentation de la température d'au moins 3°C<sup>7</sup>.

Aussi édulcorés que peut être l'Accord de Paris<sup>8</sup>, Trump a annoncé, pour ensuite nuancer sa position, qu'il voulait en sortir. Il laisse par la même occasion planer le doute sur la position de la Chine, deuxième émetteur mondial. La Chine pourrait en effet profiter de la brèche ouverte par Trump pour, elle aussi, revenir sur ses engagements. L'absence d'avancées conclues lors de la COP 22 à Marrakech en novembre 2016 illustre cette situation d'incertitude dans laquelle sont plongés les négociateurs climatiques.

## **L'Europe à l'avant-garde ?**

En matière de politique climatique, l'Union européenne (UE) se targue souvent d'être aux avant-postes. Il faut le reconnaître, l'UE est, en la matière, plutôt un bon élève. Entre 1990 et 2004, les émissions de gaz à effet de serre ont reculé de 23 % dans l'UE9. Mais l'UE est un bon élève seulement si on la compare à ses camarades de classe et non pas si on la place face au défi climatique. Les études convergent pour estimer que 80% des réserves prouvées de combustibles fossiles doivent rester dans le sol pour espérer atteindre les objectifs fixés lors de la COP 21, et ainsi éviter les conséquences désastreuses que pourrait occasionner une augmentation trop importante de la température du globe<sup>10</sup>. Selon l'article 194 du Traité de Lisbonne (TFUE), l'énergie est une compétence partagée entre les Etats membres et l'UE<sup>11</sup>. Si ce sont les Etats membres qui fixent leur « mix-énergétique », la part de chaque source d'énergie dans la quantité totale d'énergie produite, l'UE fixe elle, des objectifs globaux en matière d'efficacité énergétique, de part des énergies renouvelables et de niveau d'émission de gaz à effet de serre<sup>12</sup>. Le 30 novembre dernier, la Commission européenne a présenté son nouveau paquet législatif, sobrement appelé « Une énergie propre pour tous les Européens »<sup>13</sup>. On aurait pu attendre que les eurocrates aient pris la mesure du défi climatique mais il n'en est rien : ils préfèrent attendre Godot en regardant fondre la banquise.

Le nouveau paquet ne révisé pas à la hausse les objectifs largement insuffisants pour réellement combattre le réchauffement climatique. Ils refusent de remettre en cause l'extraction des combustibles fossiles. Il faut dire que selon les Nations unies le système énergétique représente un cinquième de l'économie mondiale. Les réserves prouvées figurent au capital des entreprises et des Etats pétroliers. Refuser d'exploiter ces réserves, c'est donc renoncer à du capital et donc à des promesses de profit<sup>14</sup>. En ardent défenseur de la course au profit, l'UE ne peut donc contester cette logique implacable. Mais ce ne sont pas là

malheureusement pas les seuls renoncements de l'UE.

### **Le gaz naturel, les traités de libre-échange et le marché carbone comme politique climatique**

Conscient du poids de la question climatique dans l'opinion publique, l'UE fait attention à ne pas être perçue comme inactive. Dernière trouvaille en date : la promotion du gaz naturel. Celui-ci est réputé plus « propre » que les autres combustibles fossiles et il est le « partenaire idéal » des énergies renouvelables. Les renouvelables étant par nature soumis aux aléas météorologiques, il leur faut, selon les promoteurs du gaz, l'appui d'une source d'énergie réputée plus stable. Il est vrai que le gaz naturel émet beaucoup moins de CO<sub>2</sub> que le pétrole ou le charbon. Toutefois l'UE dans ces calculs ne prend pas en compte les émissions de méthane. Or lors de son cycle de vie<sup>15</sup>, le gaz naturel émet de grande quantité de méthane, un gaz qui a un pouvoir calorifique 86 supérieur au CO<sub>2</sub><sup>16</sup>. Le gaz est donc loin d'être aussi propre qu'annoncé.

En outre, le développement des infrastructures gazières se fait au mépris de toutes considérations environnementales<sup>17</sup>. Pire encore, la promotion du gaz se fait au détriment des énergies renouvelables. Pourquoi installer des éoliennes si un gazoduc vient d'être construit ? Le lobby gazier va jusqu'à rentrer dans les conseils d'administration des lobbies des fabricants d'éoliennes et de panneaux solaires pour qu'ils revoient à la baisse leurs objectifs. Le gaz n'est pas non plus une source d'énergie aussi stable qu'annoncée. D'une part cela suppose des relations géopolitiques « pacifiées » ce qui est loin d'être le cas avec la Russie. D'autre part, les firmes actives dans le gaz délocalisent très rapidement les sites d'extraction selon les conflits sociaux locaux<sup>18</sup>. La Commission européenne mériterait en somme une récompense pour son excellent greenwashing.

Un autre révélateur de l'hypocrisie de l'UE en matière de politique climatique est la promotion qu'elle fait des traités

de libre-échange. En négociant le TTIP/TAFTA avec les Etats-Unis et le CETA avec le Canada, l'UE cherche à abaisser les normes environnementales des deux côtés de l'Atlantique. Si ces traités sont signés, les investisseurs auront la possibilité de poursuivre les Etats devant des tribunaux d'arbitrage privés pour contester notamment l'interdiction de la fracturation hydraulique – celle-ci est autorisée aux Etats-Unis mais est encore interdite en France par exemple. De plus, en « facilitant » les échanges entre les deux continents, ces traités commerciaux vont faire augmenter le transport de marchandises, et par conséquent les émissions de gaz à effet de serre. En ce sens, Naomi Klein souligne dans son livre « Tout peut changer » l'incompatibilité entre la logique néolibérale d'extension du commerce international et la nécessité de diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Pour diminuer les émissions, il faut obligatoirement réduire la part des transports, un des secteurs les plus polluants, en relocalisant les économies. Le TTIP/TAFTA ainsi que le CETA ne feraient, à l'inverse, qu'approfondir la mondialisation néolibérale.

Le réchauffement climatique ne présente pas que des désavantages pour les marchés financiers et les grands groupes industriels. Se refusant à une quelconque régulation contraignante, l'UE a mis en place le marché carbone (Emissions Trading System, ETS en anglais). Ce marché, le plus important au monde, permet d'échanger des droits de polluer contre des crédits carbone. Si ces crédits ne sont pas suffisants, les entreprises concernées peuvent en acheter de nouveau, souvent à un prix dérisoire<sup>19</sup>. Au-delà de l'inefficacité du système, celui-ci conduit, comme le décrit Razmig Keucheyan dans « La nature est un champ de bataille », à une financiarisation des écosystèmes. Pour obtenir des crédits supplémentaires, les entreprises peuvent soit acheter des nouveaux crédits soit financer des projets supposés absorber du carbone, comme par exemple la gestion « durable » de forêts primaires. Non seulement ces forêts sont privatisées mais en outre, par ce biais, elles rentrent dans la sphère

financière<sup>20</sup>. Non content d'avoir étendu son emprise sur presque tous les pays de la planète, le capitalisme étend son influence à la biosphère. Pour reprendre le concept de Lénine, il s'agit en quelque sorte d'un impérialisme vert.

### **Changer de logiciel pour changer de manière d'appréhender la Terre et ses occupants**

L'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche va sans conteste relancer le secteur extractiviste. Toutefois le président américain ne décide pas seul de la politique climatique étasunienne, celle-ci dépend également des villes et des Etats fédérés. La Californie s'est par exemple engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de 40% à l'horizon 2030<sup>21</sup>. En matière de prospection, Obama a, avant de quitter la présidence, interdit tous forages d'hydrocarbures dans l'océan Atlantique et l'océan Arctique<sup>22</sup>. Il faut également souligner la victoire des mouvements pour la justice climatique contre le projet de pipeline Keystone XL ou encore la lutte de Standing Rocks contre le pipeline DAPL. Ces projets de pipeline sont directement liés à l'exploitation de sables bitumeux au Canada. Sur ce point, Justin Trudeau, le premier ministre canadien multiplie les déclarations contradictoires mais il a encore déclaré récemment qu'il fallait « arrêter progressivement » l'exploitation de ces sables<sup>23</sup>. Les divergences de vues entre les deux mandataires peuvent servir de points d'appui pour les mouvements sociaux et écologistes nord-américains<sup>24</sup> pour entraver les projets climaticides de Donald Trump.

Cependant, pour véritablement limiter l'augmentation de la température terrestre en deçà des 1,5°C, les demi-mesures ne suffisent pas. Il s'agit d'opérer un changement complet de logiciel. Pour cela, la logique capitaliste, fondée sur la recherche du profit et la croissance infinie, indépendamment des conséquences que cela implique pour la planète, doit être renversée. La valeur d'usage doit prendre le pas sur la valeur d'échange, comme le prône Michael Löwy dans son ouvrage sur l'Ecosocialisme. La production de biens doit être pensée en

termes d'intérêts sociaux et de coûts environnementaux, et non en fonction de la richesse créée. C'est le sens du rapport récemment publié par la Plateforme emplois-climat qui propose de créer un million d'emploi climatique en France en développant certains secteurs économiques, comme les transports en commun ou la rénovation des bâtiments, tout en s'attaquant au pouvoir de la finance et à la fraude fiscale<sup>25</sup>.

Ces propositions programmatiques sont complémentaires des mouvements sociaux, que ce soit ceux contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en France, de pipeline Keystone XL aux Etats-Unis ou Ende Gelände pour la fermeture des mines de charbon en Allemagne. En combinant lutte contre un projet concret, dénonciation des logiques plus globales et implication démocratique ils permettent de populariser et soutenir des politiques alternatives.

Pierre Marion

1 [2016, l'année la plus chaude de l'histoire](#)

2 [La planète enregistre un recul inédit de ses banquises](#)

4 [Pour aller plus loin](#)

5 [Donald Trump nomme Rex Tillerson, PDG d'ExxonMobil, au poste de secrétaire d'Etat](#)

6 [Convention-cadre sur les changements climatiques](#)

7 [Les enjeux de la COP22 résumés en un graphique](#)

8 L'Accord de Paris est le texte signé par tous les pays membres de la CCNUCC lors de la COP21 en décembre 2015 à Paris.

10 [Why we need to keep 80 percent of fossil fuels in the ground](#)

11 [Energie](#)

12 Le cadre pour le « Climat et l'énergie à l'horizon 2030 » fixe trois grands objectifs pour 2030: réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % (par rapport aux niveaux de 1990); porter la part des énergies renouvelables à au moins 27 %; améliorer l'efficacité énergétique d'au moins

27 %.

13 [Une énergie propre pour tous les Européens – libérer le potentiel de croissance de l'Europe](#)

14 [L'impossible capitalisme vert, pourquoi ?](#)

15 Le cycle de vie du gaz naturel correspond à l'extraction, le transport, la liquéfaction parfois et ensuite la combustion.

16 [Foee briefing](#)

17 Pour la construction du Southern Gas Corridor, un pipeline qui reliera l'Azerbaïdjan à l'Italie, la Commission européenne reconnaît qu'elle n'a pas mené les études d'impact environnementales pourtant prévues pour ce type de méga-projet.

18 <https://www.ensemble-fdg.org/content/propos-du-livre-de-christopher-sell...>

19 Pour inciter les entreprises à rentrer sur le marché, de nombreux crédits carbone ont été distribués gratuitement faisant chuter les cours.

20 Dans son ouvrage « Tout peut changer », Naomi Klein décrit la situation des indigènes Guarani Kawoa au Brésil qui se voit expulser de leurs terres pour que celles-ci soit « gérée » par une prétendue ONG qui pourra ensuite revendre des crédits carbone à des entreprises du Nord.

21 [2016, un año de avances en acción climática a pesar de Trump](#)

22 [Obama interdit les forages en Arctique avant l'arrivée de Trump](#)

23 <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1010734/sables-bitumineux-trudeau-el...>

24 Notamment [les mouvements Divest soutenu par 350.org](#)

25 [Rapport un million d'emplois climat](#)